

NEWSLETTE JUIN 2010 NO 2

ÉDITORIAL

Mesdames, Messieurs,

Nous le savons depuis la mi-juin: en raison de son manque de praticabilité, l'étiquette-environnement ne sera pas introduite. Le communiqué de presse laconique de l'OFEV ne précise pas ce qui se cache derrière cette décision du Conseil fédéral, ni quelle somme a été engloutie jusque-là pour la planification et le développement de ce projet. Mais nous nous en sommes inquiétés ...



Max Nötzli
Président d'auto-suisse

Bonne lecture!

PS: Si vous connaissez d'autres personnes qui pourraient s'intéresser à notre newsletter, nous vous remercions à l'avance de votre recommandation et vous prions de bien vouloir nous [indiquer leur adresse e-mail](#).

[Vers le début de la page](#)

Éditorial

Prise de position
d'auto-suisse

Editeur

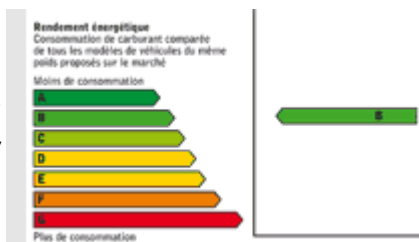
auto-suisse
Association importateurs
suisses d'automobiles
Case postale 5232
Mittelstrasse 32
CH-3001 Berne
T 031 306 65 65
F 031 306 65 60
info@auto-schweiz.ch

Pour tout renseignement
complémentaire:
Andreas Burgener,
Directeur
Eduard Daetwyler,
Relations publiques
Ruedi Blessing,
Technique/statistiques
www.auto-suisse.ch



PRISE DE POSITION D'AUTO-SUISSE

Le courrier du Département de l'environnement (OFEV) semble à première vue anodin, mais à y regarder de plus près, il s'avère une fois de plus que l'on gaspille l'argent des contribuables avec une insouciance inquiétante. Le texte qu'il a envoyé le 18 juin aux médias est intitulé «Le Conseil



fédéral souhaite conserver et améliorer l'étiquetteEnergie pour les voitures de tourisme» et annonce ceci: «A sa séance du 18 juin 2010, le Conseil fédéral a décidé de conserver, mais d'améliorer encore, l'étiquetteEnergie qui a fait ses preuves. A l'avenir, les émissions de CO₂ et la consommation d'énergie devront être affichées de manière plus claire. De plus, il faut également pouvoir évaluer à l'avenir les voitures de tourisme électriques et propulsées au biocarburants. L'étiquette-environnement qui aurait informé non seulement sur l'efficacité énergétique, mais sur la pollution environnementale globale d'un véhicule, ne sera pas introduite. Office fédéral de l'environnement.»

Le texte est court, mais l'histoire qui l'a précédé est longue. Il y a plusieurs années déjà que certains collaborateurs de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) mijotaient l'idée de remplacer l'étiquetteEnergie, obligatoire pour les voitures neuves depuis l'année 2003, parce qu'ils appelaient une étiquette-environnement. Sur celle-ci, on avait l'intention de mentionner des informations supplémentaires déterminantes pour l'écologie. Les zélés serviteurs de l'Etat avaient désormais un nouveau mot favori: «KeeF», ce qui signifie grosso modo «critères de véhicules à grande efficacité énergétique». Plus tard, ils y ont encore ajouté le mot artificiel «Points de nuisance pour l'environnement» (PNE).

Bien que de premiers contacts avec les concernés, dont aussi auto-suisse et naturellement les services des automobiles, ont permis de savoir qu'il faudrait s'attendre à un rejet massif, le département de Moritz Leuenberger ne voulait pas abandonner cette idée et continuait allègrement à travailler à grand frais et avec un personnel nombreux sur le «projet de l'étiquette-environnement». auto-suisse n'aurait en principe rien eu à objecter si l'étiquetteEnergie parfaitement introduite et bien acceptée avec ses piliers de couleur différente avait été dotée de quelques informations supplémentaires afin de permettre aux cantons de classer correctement les véhicules, également électriques, pour la fixation des impôts sur les véhicules à moteur. Mais des indications sur les émissions de CO₂ auraient également été les bienvenues, et c'est exactement ce qui doit maintenant être fait selon la décision du Conseil fédéral.

Mais l'appareil administratif ne s'est pas contenté d'un tel pragmatisme et, en dépit du résultat catastrophique de la procédure de consultation, il a continué à miser à fond sur le programme vert en étant apparemment convaincu de faire plaisir ou tout au moins de le devoir tout à Moritz Leuenberger, leur chef de département investi d'une mission. Refusant de se rendre à l'évidence, ils ont fait fi des nombreuses objections pertinentes adressées à l'étiquette-environnement qui, surchargée par des «KeeF» et «PNE», manquait forcément de transparence et ne pouvait plus être expliquée aux acheteurs.

Il est intéressant de constater qu'en dehors du TCS, notre partenaire de longue date, même le club écolo Transports et environnement ATE (représentant les autres organisations environnementales) a pris notre parti dans cette cause, même si

ce n'était pas pour les mêmes motifs. Ce front politique inhabituellement large aurait dû interpeller les responsables du DETEC. Mais lorsqu'on n'a pas la moindre idée des besoins réels de la population, on ne comprend pas non plus ses messages.

Que le résultat représente une véritable gifle au Département de l'environnement est une chose. Une autre réside dans le fait que l'on a une fois de plus jeté par les fenêtres des sommes énormes (en clair: l'argent des contribuables) pour un projet écologique aussi absurde qu'inutile. Il serait méritoire qu'une ou un parlementaire demande pendant l'heure des questions des indications précises sur les coûts occasionnés de la sorte.

Fort heureusement pour la cause, le ministre de l'environnement a encore six collègues qui ont réussi à corriger le tir en dernière minute.

Vous trouverez le communiqué officiel de la Confédération [ici](#).

[Vers le début de la page](#)